

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

4ÈME RAPPORT INTERNATIONAL 2025

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	11
Annexe 1 : Fiches projets – Fonds d'intervention d'urgence.....	12
Annexe 2 : Fiches projets – Mise en oeuvre de la coopération décentralisée.....	17
Annexe 3 : Fiches projets – Dispositif Actions internationales et Francophonie.....	28

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les opérations suivantes relèvent de la stratégie internationale votée par délibération CR 222-16 du 15 décembre 2016 modifiée et de la stratégie « l'Île-de-France, territoire chef de file pour la francophonie » votée par délibération CR 2018-041 du 20 septembre 2018.

1. Soutien à des projets dans le domaine de l'urgence

Le présent rapport propose d'accorder deux subventions au titre du Fonds d'intervention d'urgence et de reconstruction :

- **Une subvention de 50 000 € en autorisation de programme**, au bénéfice d'HAMAP-HUMANITAIRE, pour financer deux véhicules sécurisés pour le transport d'explosifs afin de sécuriser et réhabiliter les territoires pollués par des engins explosifs au Liban.
- **Une subvention de 250 000 € en autorisation de programme**, au bénéfice de la Protection Civile pour le soutien aux infrastructures de formation et de protection civile dans les Oblasts de Kyiv et Tchernihiv en Ukraine.

2. Soutien à des projets dans le cadre de la coopération décentralisée

Le présent rapport propose de soutenir cinq projets dans nos zones de coopération.

Au titre de la coopération décentralisée avec Abidjan :

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Territoires Engagés pour une Economie Circulaire Opérationnelle » (TEECO) portée par la Région Ile-de-France et le District autonome d'Abidjan, en partenariat avec l'Institut Paris Région, le GRET et Making Waves, il est proposé d'attribuer :

- **Une subvention de 30 000 € en autorisation de programme** au bénéfice de l'association Making Waves, correspondant au reversement de l'aide financière obtenue auprès de l'AFD au titre de la mise en œuvre de la troisième et dernière année du projet, afin d'équiper 3 lycées franciliens et 3 lycées ivoiriens en matériel de prise de son et de réalisation de podcasts.
- **Une subvention de 65 000 € en autorisation d'engagement** au bénéfice de l'association Making Waves, correspondant au reversement de l'aide financière obtenue auprès de l'AFD au titre de la mise en œuvre de la troisième et dernière année du projet afin de déployer 5 ateliers (sensibilisation à l'économie circulaire, production de podcasts et échange interculturel) dans les 18 lycées partenaires et de créer des clubs radio dans 12 lycées.

Au titre de la coopération décentralisée avec Rufisque :

- **Une affectation d'autorisation d'engagements d'un montant de 59 115 €** pour la mise en œuvre du projet « le sport inclusif en héritage ». Cette somme correspond en partie (47 430 euros) au reversement de l'aide financière obtenue auprès du MEAE au titre de l'appel à projet « sport et coopération » et permettra de couvrir les frais d'accueil et d'organisation de délégations entre la France et Dakar, diverses prestations de service dont la mobilisation d'experts, la location de salles, de minibus ou de voitures avec chauffeurs ou de taxis, et les dépenses directes générées par l'organisation de manifestations en Île-de-France ou au Sénégal dans le cadre du projet.
- **Une affectation d'autorisation d'engagement d'un montant de 25 000 €** à France Volontaires dans le cadre d'une convention de coopération public-public portant sur le recrutement d'un ou une volontaire de solidarité internationale chargé de piloter le projet « Le sport inclusif en héritage ». Cette somme correspond en partie (22 900 euros) au reversement de l'aide financière obtenue auprès du MEAE au titre de l'appel à projet

« sport et coopération ».

Au titre de la coopération décentralisée avec Erevan, il est proposé d'accorder :

- **Une subvention de 300 000 € en autorisation de programme** au bénéfice de la Fondation Université Française en Arménie (UFAR), pour les travaux de rénovation de ses nouveaux locaux au sein l'Université d'agriculture d'Erevan.
- **Une subvention de 30 000 € en autorisation de programme** au bénéfice de l'Institut Paris Region, pour la mise en œuvre du projet FICOL Yerevan Program for Urban Change, cofinancé par l'AFD, afin d'acquérir du matériel de compostage des biodéchets dans deux quartiers d'Erevan.

Au titre de la coopération décentralisée avec Beyrouth, il est proposé d'accorder :

- **Une subvention de 100 000 € en autorisation d'engagement** au bénéfice de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth afin de financer des bourses d'études pour les étudiants francophones.

3. Soutien à des projets de solidarité internationale

Le présent rapport propose de soutenir six projets au titre du dispositif Actions internationales :

Au titre des Objectifs de développement durable (Axe 1), il est proposé d'accorder :

- **Une subvention de 55 000 € en autorisation de programme** au bénéfice d'Electriciens sans frontières, pour l'installation d'une adduction d'eau potable alimentée par l'énergie solaire en zone rurale en Côte d'Ivoire.
- **Une subvention de 48 447 € en autorisation d'engagement**, au bénéfice de l'association ASMAE, pour un projet visant à favoriser l'inclusion des enfants handicapés dans le grand Abidjan.
- **Une subvention de 10 000 € en autorisation d'engagement**, au bénéfice de l'association Frères des Hommes, pour la mise en œuvre d'un projet visant l'insertion socio-économique de jeunes des quartiers populaires, notamment des femmes, via un accompagnement intégrant formation pratique, enseignements théoriques, appui à l'entrepreneuriat et soutien psychosocial.
- **Une subvention de 30 000 € en autorisation d'engagement**, au bénéfice de l'association Clowns sans frontières, pour la mise en œuvre d'un projet qui vise à favoriser l'accès aux loisirs et à la culture pour une centaine d'enfants marginalisés à Dakar et Saint-Louis, à travers des ateliers de cirque et des actions de sensibilisation.
- **Une subvention de 60 235 € en autorisation d'engagement** au bénéfice de l'association Technologies pour le Développement, pour la mise en œuvre d'un projet de soutien aux PME agroalimentaires pour le développement de circuits courts et de l'économie circulaire dans la Région de Dakar.
- **Une subvention de 30 000 € en autorisation d'engagement** au bénéfice de l'association Passerelles Numériques, afin de former des jeunes malgaches vulnérables aux métiers du numérique à Madagascar.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 SEPTEMBRE 2025

4ÈME RAPPORT INTERNATIONAL 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée par la délibération n° CP 2023-288 du 5 juillet 2023 ;

VU la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2019-434 du 17 octobre 2019 ;

Vu la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2018-041 du 20 septembre 2018 portant l'Île-de-France, territoire chef de file pour la francophonie ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 21 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant sur la révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative à diverses dispositions en matière de communication institutionnelle, 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2024-084 du 28 mars 2024 relative au 2^{ème} rapport international 2024 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Ile-de-France et la Municipalité de Beyrouth signé le 25 janvier 1999 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le District Autonomie d'Abidjan signé le 28 février 2018 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Ville d'Erevan signé le 26 avril 2011 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission des relations internationales et des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-242 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à des projets d'aide d'urgence humanitaire et de reconstruction

Au titre du fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique :

Décide de participer, au titre du fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution à Hamap-Humanitaire et à la Protection Civile de deux subventions d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **300 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique – aide à la reconstruction — Investissement adoptée par délibération n° CP2024-084 du 28 mars 2024 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **300 000 €** disponible sur le chapitre 900, « Services généraux », code fonctionnel 045 « Actions internationales », programme HP045-020 (104020) « Actions internationales », action 10402001 « Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique » du budget 2025.

Article 2 : Mise en œuvre de projets de coopération décentralisée

Au titre de la coopération avec Abidjan - Projet TEECO :

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec le District Autonome d'Abidjan, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution à Making Waves d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **30 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type Actions internationales Investissement adoptée par délibération n° CP2024-084 du 28 mars 2024 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **30 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux », code fonctionnel 045 « Actions internationales », programme HP045-020 (104020) « Actions internationales », action 10402002 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n° **25003241** IRIS à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 susvisée.

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec le District Autonome d'Abidjan, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution à Making Waves d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de

65 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type Actions internationales Fonctionnement adoptée par délibération n° CP2024-084 du 28 mars 2024 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **65 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux » - code fonctionnel 045 « Actions internationales » - programme HP045-033 (104033) « Actions internationales » - action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n° **25003242** IRIS à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 susvisée.

Au titre de la coopération décentralisée avec Rufisque :

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec le département de Rufisque, au financement du projet « le sport inclusif en héritage » par l'attribution de deux subventions de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **84 115 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **84 115 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux » - code fonctionnel 045 « Actions internationales » - programme HP045-033 (104033) « Actions internationales » - action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Au titre de la coopération avec Erevan :

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec Erevan, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution à la Fondation Université Française en Arménie UFAR d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **300 000 €** et à l'Institut Paris Région d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **30 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de deux conventions conformes à la convention type Actions internationales Investissement adoptée par délibération n° CP2024-084 du 28 mars 2024 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **330 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux », code fonctionnel 045 « Actions internationales », programme HP045-020 (104020) « Actions internationales », action 10402002 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n° **25003362** à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 susvisée.

Au titre de la coopération avec Beyrouth

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec la Municipalité de Beyrouth, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution

à l'Université Saint Joseph d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type Actions internationales Fonctionnement adoptée par délibération n° CP2024-084 du 28 mars 2024 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux » - code fonctionnel 045 « Actions internationales » - programme HP045-033 (104033) « Actions internationales » - action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n° **25003712** IRIS à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 susvisée.

Article 3 : Attribution de 6 subventions au titre du dispositif Actions internationales et Francophonie

Au titre du dispositif Actions internationales, Axe Objectifs de développement durable :

Décide de participer, au titre du dispositif « Actions internationales », au financement du projet détaillé en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **55 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type Actions internationales Investissement adoptée par délibération n° CP 2024-084 du 28 mars 2024 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **55 000 €** disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 045 « Actions internationales », programme HP045-020 (104020) « Actions internationales », action 10402002 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Décide de participer, au titre du dispositif « Actions internationales », au financement des 5 projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de 5 subventions de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **178 682 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type Actions internationales Fonctionnement adoptées par délibération n° CP 2024-084 du 28 mars 2024 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **178 682 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 045 « Actions internationales » - programme HP045-033 (104033) « Actions internationales » - action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projets – Fonds d'intervention d'urgence

**DOSSIER N° EX094585 — AIDE D'URGENCE POUR L'ACHAT DE VEHICULES DE
DEMINAGE AU LIBAN**

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (investissement) (n° 00000644)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-045-20421-104020-030

Action : 10402001- Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et
climatique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HAMAP-HUMANITAIRE

Adresse administrative : 221 AVENUE DU PRESIDENT WILSON
93210 SAINT DENIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame CALYPSO DEFFONTAINES, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1^{er} octobre 2025 - 31 août 2026

Démarrage anticipé de projet : non

Description :

Le Liban est confronté à une contamination massive par des engins explosifs, notamment des mines antipersonnel, des munitions non explosées et des armes à sous-munitions, consécutive à plusieurs décennies de conflits armés. La situation s'est encore détériorée avec le conflit entre le Hezbollah et Israël à la fin de l'année 2024, des milliers de frappes aériennes et de tirs d'artillerie touchant le Sud du Liban.

Le Centre libanais de l'action contre les mines estime que la surface à dépolluer atteint plusieurs millions de mètres carrés. Le retour des déplacés se heurte à des risques immédiats pour leur sécurité, empêchant également la reprise de l'activité agricole et l'accès aux services essentiels.

Face à cette situation, le projet AL-MASAR (Action Locale contre les Mines via l'Appui à la Sécurisation pour l'Autonomisation par le Renforcement), conçu par HAMAP-Humanitaire et ses partenaires locaux Beeatoona et l'Université de Balamand, a pour ambition de sécuriser et réhabiliter des territoires pollués dans les gouvernorats de Liban-Sud et de Nabatiyeh, territoires comprenant diverses communautés minoritaires (notamment chrétiennes et druzes). Il consiste en des activités de sensibilisation des populations, de formation à la dépollution et en l'équipement en véhicules de déminage (deux véhicules tout-terrain de type pickup à benne ouverte adaptés au transport sécurisé d'explosifs) de Beeatoona.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Financement de deux véhicules sécurisés pour le transport d'explosifs

Localisation géographique :

🏠 LIBAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de deux de véhicules sécurisés pour le transport d'explosifs	50 000,00	100,00 %
Total	50 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° 25003368 - SOUTIEN AUX INFRASTRUCTURES DE FORMATION ET DE PROTECTION CIVILE– OBLASTS DE TCHERNIHIV ET DE KYIV - UKRAINE

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (investissement) (n° 00000644)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-045-20421-104020-030

Action : 10402001- Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	250 000,00 € TTC	100,00 %	250 000,00 €
Montant total de la subvention			250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION NATIONALE DE PROTECTION CIVILE

Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI
93500 PANTIN

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur François-Xavier VOLOT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2025 - 30 septembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Fédération nationale de la protection civile, forte de son expérience en matière de soutien aux populations et de développement d'infrastructure d'urgence en Ukraine souhaite mettre en œuvre deux projets au bénéfice de la population :

- Réhabilitation et équipement d'un bâtiment communal pour créer un centre communal de protection civile à Rybotyn, situé dans une zone rurale enclavée, dans l'oblast de Tchernihiv, à moins de 100 kilomètres de la frontière avec la Russie.

Ce centre permettra à la brigade de secours volontaire locale de disposer d'un centre opérationnel, fonctionnel et adaptés aux nombreux risques encourus par la population. Il comprendra notamment un garage pour un camion d'intervention, un entrepôt pour le matériel de secours et l'aide humanitaire, un hébergement d'urgence pour les personnes déplacées. La construction et l'aménagement d'une salle de formation est également prévue et sera utilisée par la brigade, mais également la Croix rouge locale et la police qui dispenseront des formations sur les thématiques suivantes notamment : premiers secours, vigilances des mines, accompagnement psychologique.

Le fonctionnement de centre sera coordonné avec le service d'état d'urgence d'Ukraine (DSNS) et la municipalité.

Ce centre a vocation à devenir un projet pilote, mettent en évidence l'importance de disposer d'équipements structurants permettant une gestion efficace des équipes de protection civile locale et leur coordination avec le service national de protection ukrainien.

- Réhabilitation et équipement de l'institut professionnel médical situé à Makariv, à l'ouest de Kyiv et qui accueille chaque année 150 étudiants venus de toute l'Ukraine. Cet institut permet d'obtenir en trois ans le diplôme de « feldcher » qui correspond au métier d'infirmier en pratique avancée assurant les soins primaires et obstétricaux dans de nombreux centres médicaux ruraux et les premiers secours dans les ambulances. Le centre a été lourdement endommagé par les troupes russes en février 2022. Grâce à la mobilisation de l'équipe enseignante et les soutiens externes mobilisés, il a pu être remis partiellement en état pour pouvoir reprendre les cours. Il a à ce titre bénéficié de matériels provenant des lycées franciliens dans le cadre des opérations de transfert de mobiliers organisés par la Région.

L'objectif du projet est double : réhabiliter le bâtiment pour en faire un établissement d'études supérieures moderne et fonctionnel et l'équiper afin d'offrir aux étudiants des conditions d'apprentissage efficaces. Des panneaux photovoltaïques seront installés pour permettre l'autonomie du bâtiment en cas de coupure d'électricité. Trois salles de formation seront également créées pour permettre des exercices pratiques en biologie et en chimie notamment.

Le centre sera également équipé avec des ressources numériques et pédagogiques adaptées, et notamment du matériel de démonstration pour la pratique des soins de base, la simulation, l'auscultation ou les gestes d'urgence mais également des tableaux interactifs, projecteurs et kits de visioconférence.

Ce centre rénové permettra d'assurer l'efficacité et l'attractivité de cette profession stratégique en temps de guerre, les « feldshers » étant devenus des acteurs cruciaux du système de santé ukrainien.

Localisation géographique :

 UKRAINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	140 000,00	56,00%
Equipements	70 000,00	28,00%
Matériel pédagogique	40 000,00	16,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Annexe 2 : Fiches projets – Mise en oeuvre de la coopération décentralisée

DOSSIER N° 25003241 - PROJET TEECO - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DES LYCEES PARTICIPANTS A ABIDJAN ET EN ILE-DE-FRANCE - COTE D'IVOIRE

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV) (n° 00000556)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-045-20422-104003-030

Action : 10402002 - Dispositif Actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	30 000,00 € TTC	100,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAKING WAVES

Adresse administrative : 2 RUE SAINT JUST
93130 NOISY LE SEC

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame AMELIE BILLAULT, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1^{er} septembre 2025 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Continuité du projet

Description :

Le projet "Territoires EECO" vise à rendre opérationnelle la stratégie territoriale d'économie circulaire du District autonome d'Abidjan et à renforcer la coopération avec l'Ile-de-France sur cette thématique.

Making Waves est mobilisée pour accompagner la production d'outils de sensibilisation à l'économie circulaire par les jeunes et pour les jeunes en intervenant dans des lycées des deux territoires. L'association accompagnera des classes de seconde pour les sensibiliser à l'économie circulaire, les accompagner pour produire des podcasts de fiction autour de l'économie circulaire et à les inscrire dans le concours international "réinventer le monde" organisé par l'AFD. Outre l'éducation à l'environnement, l'intervention de Making Waves permettra de travailler la rédaction de récit ainsi que les sciences naturelles.

Cette subvention intervient sur la troisième et dernière année du projet. Elle vise à doter les 3 lycées participants franciliens et 3 lycées participants ivoiriens du matériel nécessaire à la prise de son et à la réalisation des podcasts.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention porte exclusivement sur des dépenses d'investissement

Localisation géographique :

- ☒ REGION ILE DE FRANCE
- ☐ HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat des radioboxs	25 200,00	84,00%
Achat des micros	1 300,00	4,33%
Achat des tablettes	3 500,00	11,67%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 25003242 - PROJET TEECO - REVERSEMENT DE SUBVENTION DE L'AFD
A L'ASSOCIATION MAKING WAVES (ANNEES 3) - COTE D'IVOIRE**

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-045-65748-104003-030

Action : 10403302 – Dispositif Actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	65 000,00 € TTC	100,00 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAKING WAVES

Adresse administrative : 2 RUE SAINT JUST
93130 NOISY LE SEC

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame AMELIE BILLAULT, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1^{er} septembre 2025 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Continuité du projet

Description :

Le projet "Territoires EECO" vise à rendre opérationnelle la stratégie territoriale d'économie circulaire du District autonome d'Abidjan et à renforcer la coopération avec l'Île-de-France sur cette thématique. Le projet bénéficie pour cela d'un financement de l'AFD dont la présente subvention constitue un reversement.

Making Waves est mobilisée pour accompagner la production d'outils de sensibilisation à l'économie circulaire des deux territoires en intervenant dans des lycées. L'association accompagnera des classes de seconde pour les sensibiliser à l'économie circulaire, les accompagner pour produire des podcasts de fiction autour de l'économie circulaire et à les inscrire dans le concours international "réinventer le monde" organisé par l'AFD. Outre l'éducation à l'environnement, l'intervention de Making Waves permettra de travailler la rédaction de récit ainsi que les sciences naturelles. Le projet est mené en articulation avec les Ministères de l'Education Nationale français et ivoirien.

Cette subvention constitue le financement de l'année 3 de mise en œuvre du projet. Elle

permet le déploiement dans chacun des 18 lycées partenaires (9 en Île-de-France et 9 à Abidjan) d'une pédagogie organisée autour de 5 ateliers : un atelier de sensibilisation à l'économie circulaire, 3 ateliers d'appui à la production de podcast, et un atelier dédié à un échange interculturel avec les élèves d'un lycée situé dans le territoire partenaire.

En année 3, le projet permettra également l'appui à la mise en place de club radio dans 12 lycées partenaires (3 en Île-de-France et 3 à Abidjan) via un accompagnement renforcé des professeurs et des élèves volontaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale vient financer les dépenses de fonctionnement du projet

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	30 000,00	46,15%
Frais de mission	5 000,00	7,69%
Achat de prestation	26 000,00	40,00%
Frais administratifs	4 000,00	6,15%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (reversement de l'AFD)	65 000,00	100,00%
Total	65 000,00	100,00%

DOSSIER N° 25003240 - UNIVERSITE FRANCAISE EN ARMENIE

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)
(n° 00000556)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-045-20422-104020-030

Action : 10402002- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	300 000,00 € TTC	100,00 %	300 000,00 €
Montant total de la subvention			300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION UNIVERSITE
FRANCAISE EN ARMENIE UFAR
Adresse administrative : 10 RUE DAVID ANHAGHT
99999 EREVAN
Statut Juridique : Fondation
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2025 - 30 septembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'Université française d'Arménie est un établissement d'enseignement supérieur francophone qui accueille plus de 2 000 étudiants à Erevan. Elle délivre des doubles diplômes nationaux français et arméniens en droit, gestion, marketing, finances, informatique et mathématiques appliquées.

Elle se trouve confrontée à la vétusté et au sous-dimensionnement de ses locaux et doit déménager.

Un projet national de cité académique prévoit le regroupement des universités au nord de la ville mais il a été retardé à plusieurs reprises et ne devrait voir le jour que dans une dizaine d'années.

En attendant la concrétisation de ce projet, l'UFAR a obtenu, après de longues recherches, une moitié des locaux de l'Université agraire, située au centre-ville d'Erevan et très bien desservie par les transports en commun. Un accord a été signé entre les deux universités pour construire un partenariat gagnant.

Ces locaux nécessitent un programme de rénovation et de réorganisation afin que l'UFAR puisse disposer d'espaces de travail modernes et efficaces et accessibles aux personnes

porteuses de handicap.

Les travaux seront lancés à l'automne 2025 et se termineront au premier semestre 2027, permettant un début des cours dans les nouveaux locaux en septembre 2027.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention Région finance une partie des travaux dont le coût total est estimé à 2,5 M€.

Localisation géographique :

🇦🇲 ARMENIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
chauffage, ventilation et climatisation	100 000,00	33,33%
travaux d'électricité (dont panneaux solaire)	75 000,00	25,00%
plomberie	50 000,00	16,67%
sanitaires	50 000,00	16,67%
fournitures et équipements	25 000,00	8,33%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

DOSSIER N° 25003362 – PROJET DE GESTION DES DECHETS A EREVAN - ARMENIE

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)
(n° 00000556)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-045-20422-104020-030

Action : 10402002- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	30 000,00 € TTC	100,00 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT AMENAGEMENT
URBANISME REGION ILE DE
FRANCE (INSTITUT PARIS
REGION)

Adresse administrative : 47 BOULEVARD ORNANO
93200 SAINT-DENIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Nicolas BAUQUET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2025 - 31 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'achat du matériel doit intervenir à la fin de l'été afin que les projets pilotes puissent être mis en place au tout début du mois de septembre.

Description :

Dans le cadre du projet de coopération FICOL Yerevan program for urban change entre la Région Île-de-France et la ville d'Erevan, il est prévu la mise en place de projets pilotes pour mettre en œuvre la composante consacrée à la gestion des déchets.

L'Institut Paris Region souhaite ainsi développer les actions suivantes :

- mise en place de déchèteries mobiles qui permettront aux habitants de pouvoir apporter dans deux points de collecte leurs petits appareils électriques ainsi que les piles et batteries. La collecte et le recyclage seront organisés en partenariat avec les services de la ville et l'entreprise Vega qui assure cette collecte au sein de ses magasins à Erevan.

- opérations de compostage au plus près des habitations des Erévaniens: l'Institut Paris Region a sélectionné deux arrondissements de la capitale afin d'y installer des bacs permettant le compostage des déchets organiques, qui constituent près de la moitié des

déchets ménagers de la ville d'Erevan. Les habitants seront incités à aller déposer ces déchets dans 20 points de collectes disséminés dans ces deux arrondissements et ceux-ci seront collectés par les services municipaux qui les composteront et réutiliseront la terre issue du compost pour l'entretien des espaces verts de la ville.

L'achat de matériel est nécessaire pour garantir la réussite de ces expérimentations et permettre qu'elles puissent se dérouler dans des conditions satisfaisantes d'hygiène, de sécurité et de praticité pour les Erevanais.

L'animation sur le terrain de ces projets pilotes sera effectuée par une organisation de la société civile spécialisée dans les questions d'éducation à la citoyenneté environnementale.

Localisation géographique :

 ARMENIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements, fournitures	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 25003712 - SOUTIEN AUX ETUDIANTS FRANCOPHONES DE
L'UNIVERSITE SAINT-JOSEPH DE BEYROUTH, ANNEE UNIVERSITAIRE 2025-2026 -
LIBAN**

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-045-65742-104033-030

Action : 10403302- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	100 000,00 € TTC	100,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIV ST JOSEPH BEYROUTH

Adresse administrative : 42 RUE DE GRENELLE
75007 PARIS 07 CEDEX

Statut Juridique : Association

Représentant : Salim DACCACHE, recteur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : permettre la rentrée universitaire

Description :

Octroi de bourses en faveur de 20 étudiants, choisis sur des critères sociaux et académiques, pour l'année académique 2025-2026.

La sélection des bénéficiaires est effectuée par le Service social de l'Université, en tenant compte de deux critères essentiels : le mérite académique et la situation socio-économique des étudiants.

Les étudiants retenus pour ces bourses d'une durée de 12 mois se distinguent par leurs excellents résultats académiques, mais rencontrent des difficultés financières pouvant mettre en péril la continuité de leurs études.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique : Beyrouth**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bourses	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	100,00 %
Total	100 000,00	100,00 %

Annexe 3 : Fiches projets – Dispositif Actions internationales et Francophonie

Commission permanente du 25 septembre 2025 - CP2025-242

**DOSSIER N° EX092934 - INSTALLATION D'UNE ADDUCTION D'EAU POTABLE ALIMENTEE
PAR L'ENERGIE SOLAIRE EN ZONE RURALE - CÔTE D'IVOIRE**

Dispositif : Actions internationales - Dépenses d'investissement (n° 00001016)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-045-20422-104020-030

Action : 10402002- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	135 000,00 € TTC	40,74 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ELECTRICIENS SANS FRONTIERES L
ENERGIE DU DEVELOPPEMENT

Adresse administrative : 11 RUE DE L'AMIRAL HAMELIN
75016 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Hervé GOUYET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 – 30 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet porté par Electriciens sans frontières vise à permettre l'accès à une eau de qualité dans une communauté rurale enclavée répartie sur quatre hameaux et située dans le District des lagunes, à Ouattafouekro, à 200 km au nord-ouest d'Abidjan. Il intervient dans la continuité d'un projet d'électrification de l'école du village réalisée en 2022, déjà en partenariat avec l'Association villageoise de Développement de Ouattafouekro, et vise aujourd'hui à garantir l'accès à une eau saine. Ainsi, son principal objectif est de réduire les infections parasitaires liées à la consommation d'une eau non potable puisée dans le fleuve Bandama.

Le projet consiste en l'installation de forages, équipés de pompe à moteur photovoltaïque et de pompes à motricité humaine, la mise en place d'un dispositif de traitement de l'eau et la création de sanitaires (latrines, douches et lave-mains). Il permettra l'accès à l'eau pour 650 personnes.

Il est monté en dialogue avec les villageois qui sont impliqués pour identifier le besoin, choisir les sites d'installation des bornes fontaines et constituer un comité de gestion garantissant une exploitation pérenne. Le comité supervisera la formation de techniciens locaux pour l'entretien et la mise en place d'un fond de pérennisation.

Durant toute la phase de ce projet, Electriciens sans frontières assure la mission de maitre

d'œuvre et, à ce titre, conduit le projet depuis la définition des besoins jusqu'à la réception complète des installations par les communautés villageoises. Electriciens sans frontière transféra la propriété, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des installations aux communautés villageoises représentées par les Chefs de hameaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale porte uniquement sur les dépenses d'investissement

Localisation géographique :

🇨🇮 COTE D'IVOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissements pour la distribution d'eau, bornes fontaines et sanitaires	65 000,00	48,15%
Investissements pour les forages, le pompage et le traitement de l'eau	66 000,00	48,89%
Suivi et contrôle des travaux	4 000,00	2,96%
Total	135 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fondation EDF	20 000,00	14,81%
Région IDF	55 000,00	40,74%
Fonds Eau du Grand Lyon	60 000,00	55,55%
Total	135 000,00	100,00%

Commission permanente du 25 septembre 2025 - CP2025-242

DOSSIER N° EX094613 - Favoriser l'inclusion des enfants handicapés dans le Grand Abidjan - COTE D'IVOIRE**Dispositif** : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement (n° 00001017)**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016**Imputation budgétaire** : 930-045-65748-104033-030

Action : 10403302- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	96 894,00 € TTC	50,00 %	48 447,00 €
	Montant total de la subvention		48 447,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASMAE ASSOC SOEUR
EMMANUELLE

Adresse administrative : 259-261 RUE DE PARIS
93100 MONTREUIL

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Catherine LARRIEU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET**Dates prévisionnelles** : 1 octobre 2025 - 31 mars 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Selon le Recensement général de la population et de l'habitat de Côte d'Ivoire de 2014, le pays compte 453 000 personnes en situation de handicap. D'un point de vue socio-anthropologique, la question des enfants en situation de handicap met mal à l'aise en raison de croyances ancestrales. Celui-ci est souvent stigmatisé, ainsi que sa famille, ce qui amène les parents à les cacher de la communauté, et parfois à les abandonner, notamment ceux porteurs de handicap lourds.

Aussi, afin de répondre aux besoins des enfants en situation de handicap, victimes de ces atteintes à leurs droits, diverses initiatives sont développées par la société civile, notamment par l'ONG ivoirienne Crescendo-Vie, partenaire du projet, qui est active depuis 2010 et a fondé deux structures : la maison Saint-Joseph qui accueille les enfants en situation de handicap lourd abandonnés par leurs familles, et le centre d'éveil Crescendo de Grand Bassam qui est un centre éducatif qui accueille les enfants handicapés à la journée. Crescendo-Vie est également active dans la sensibilisation des communautés aux droits des enfants handicapés et porte un plaidoyer pour une meilleure prise en compte du handicap dans les politiques de protection de l'enfance.

Le projet porté par l'association ASMAE vient appuyer ces trois champs d'action de Crescendo-

Vie. Il propose tout d'abord le soutien à l'accueil des enfants handicapés au sein de la maison Saint Joseph (12 enfants) et du centre d'accueil de jour (30 enfants) situés à Grand Bassam via un appui à l'alimentation, à la mise en place de séance de kinésithérapie et tout autre accompagnement nécessaire à la rééducation/au maintien de certaines capacités psychomotrices, ainsi qu'un soutien aux familles les plus démunies pour le maintien des enfants au centre. Le projet permettra également la réalisation d'un diagnostic organisationnel de Crescendo-Vie et la mise en place d'un plan de renforcement des capacités pour les personnels de l'association.

Une stratégie de sensibilisation des communautés aux droits des enfants handicapés et de lutte contre les violences faites aux enfants sera élaborée et plusieurs interventions seront organisées pour permettre de toucher 500 personnes.

Enfin le projet doit permettre d'organiser deux cadres de concertation pour les professionnels de la protection de l'enfance, de l'inclusion et du handicap. Ils réuniront tous les acteurs nationaux et internationaux issus de la société civile et institutionnels, afin de créer un réseau fort permettant une meilleure visibilité et du partage d'expériences des initiatives en faveur de la protection des enfants handicapés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale vient financer les dépenses de fonctionnement du projet. Une partie de la subvention pourra être reversée au partenaire local - l'ONG Crescendo-Vie.

Localisation géographique :

🇨🇮 COTE D'IVOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de structure	4 338,00	4,48%
Prestation d'étude	4 573,00	4,72%
Appui fonctionnement Crescendo-Vie	8 226,00	8,49%
Organisation de concertations (frais de déplacement, repas, location de salles)	5 613,00	5,79%
Frais de déplacement	5 630,00	5,81%
Frais de personnel	48 373,00	49,92%
Appui aux centres d'accueil	12 806,00	13,22%
Frais administratifs	7 335,00	7,57%
Total	96 894,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	48 447,00	50,00%
Fonds propres	48 447,00	50,00%
Total	96 894,00	100,00%

Commission permanente du 25 septembre 2025 - CP2025-242

**DOSSIER N° EX094488 - PROJET DE FORMATION DES JEUNES APPRENTIS A DAKAR
"FAJA" - SENEGAL****Dispositif** : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement (n° 00001017)**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016**Imputation budgétaire** : 930-045-65748-104033-030

Action : 10403302- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	97 100,00 € TTC	10,30 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOC FRERES DES HOMMES

Adresse administrative : 2 RUE DE SAVOIE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame AUDREY NOURY, Directrice

PRESENTATION DU PROJET**Dates prévisionnelles** : 1 octobre 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet FAJA répond aux besoins d'insertion socio-économique de jeunes hommes et femmes des quartiers populaires de Dakar, confrontés à un chômage élevé, à la précarité et à un accès limité à la formation. Ces besoins ont été identifiés par l'ONG sénégalaise Concept, partenaire du projet, à travers ses actions de terrain, en lien avec les communautés et les apprentis.

Le projet s'inscrit dans un contexte institutionnel marqué par des politiques nationales en faveur de l'emploi des jeunes et de l'autonomisation des femmes. Malgré ces dispositifs, de nombreux jeunes restent exclus des parcours de formation qualifiante. Le projet FAJA vient ainsi combler ces lacunes en proposant une approche globale d'accompagnement, de formation et de soutien à l'entrepreneuriat, en lien avec les priorités de plusieurs communes populaires constitutives de Dakar (Parcelles Assainies, Grand Yoff, Cambérène et Golf Sud) et les stratégies nationales de développement inclusif.

Le projet FAJA s'articule autour de plusieurs actions complémentaires permettant de construire un parcours vers l'insertion pour les jeunes accompagnés : identification du public prioritaire (90 jeunes dont au moins à 50% de jeunes femmes), formation pratique en atelier ou chez un maître artisan issu du secteur informel (couture, mécanique, menuiserie, coiffure, restauration, etc.) et modules théoriques, renforcement des compétences de base (lecture, écriture, calcul), éducation à

la citoyenneté, soutien à l'insertion économique et à l'entrepreneuriat, renforcement des dynamiques collectives et accompagnement psycho-social.

Le projet est mené en lien étroit avec les collectivités locales, les services déconcentrés de l'État et les réseaux de la société civile pour assurer la cohérence avec les politiques publiques. Il contribue à la reconnaissance du rôle des artisans - 32 artisans bénéficieront d'un renforcement de leurs compétences de maître d'apprentissage - et à la valorisation des filières informelles de formation, essentielles à l'emploi des jeunes. Ce dispositif complet, construit sur une démarche participative et inclusive, vise à sécuriser les parcours des jeunes apprentis vers l'autonomie, tout en contribuant au développement local et à la réduction des inégalités à Dakar.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale porte sur les dépenses de fonctionnement du projet. Le projet est co-financé par l'Agence Française de Développement.

Localisation géographique :

 SENEGAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources humaines	27 500,00	28,32%
Formations pour les jeunes	29 000,00	29,87%
Alphabétisation	12 300,00	12,67%
Formation pour les maîtres artisans	9 000,00	9,27%
Suivi et accompagnement des jeunes	5 500,00	5,66%
Fonds actions entrepreneuriales et citoyennes	7 800,00	8,03%
Frais de mission	6 000,00	6,18%
Total	97 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 000,00	10,30%
Agence Française de Développement	67 100,00	69,10%
Fonds propres	20 000,00	20,60%
Total	97 100,00	100,00%

Commission permanente du 25 septembre 2025 - CP2025-242

DOSSIER N° EX094491 - PROJET D'INCLUSION PAR LES ARTS VIVANTS DES JEUNES MARGINALISÉS A DAKAR ET SAINT-LOUIS - SENEGAL**Dispositif** : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement (n° 00001017)**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016**Imputation budgétaire** : 930-045-65748-104033-030

Action : 10403302- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	157 200,00 € TTC	19,08 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLOWNS SANS FRONTIERES
Adresse administrative : 70 B RUE DE ROMAINVILLE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL GUILBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2026 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Au Sénégal, les enfants représentent 48 % de la population totale et plus d'un enfant sur quatre travaille précocement, soit plus de 2 millions d'enfants. Les grandes villes comme Dakar ou Saint-Louis sont particulièrement touchées par le phénomène de la mendicité des enfants et des faits de maltraitance. Ces enfants subissent le jugement moral négatif, les attitudes de rejet, d'exclusion sociale et leurs droits fondamentaux sont gravement entravés.

Le projet porté par Clown Sans Frontière et son partenaire sénégalais Sencirk vise à faire valoir pour une centaine d'enfants sénégalais leur droit d'avoir accès aux loisirs et de participer à la vie culturelle et artistique conformément à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE). Il répond en cela aux ambitions du plan

Sénégal émergent qui favorise l'accès à la culture pour l'épanouissement des enfants.

Le projet s'organise en deux axes d'action

- Améliorer durablement l'accès à la pratique artistique pour les jeunes mineurs marginalisés dans les régions de Dakar et Saint-Louis par l'organisation de 40 ateliers de pratique des arts du cirque et des restitutions en public. Le projet permettra également la formation de quatre travailleurs sociaux pour animer ce type d'ateliers afin de pérenniser la pratique
- Appuyer la structuration et la professionnalisation de l'association partenaire Sencirk qui oeuvre dans le domaine du cirque social et de la formation professionnelle des artistes en l'appuyant sur

les aspects administratifs, stratégique, la formalisation d'un modèle économique par la formation de six administrateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention vient financer les dépenses de fonctionnement du projet

Localisation géographique :

 SENEGAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de salles	9 000,00	5,73%
Achat consommable (matériel de cirque, costumes, fournitures de bureau)	2 500,00	1,59%
Téléphonie et informatique	3 000,00	1,91%
Frais d'étude, consultations et prestations externes	22 900,00	14,57%
Frais de mission	20 440,00	13,00%
Rémunération des artistes	38 160,00	24,27%
Frais de personnel de l'équipe terrain Sencirk	10 800,00	6,87%
Volontaire de solidarité internationale	12 000,00	7,63%
Frais des personnels du siège	30 000,00	19,08%
Frais de personnel équipe projet terrain	8 400,00	5,34%
Total	157 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 000,00	19,08%
Agence Française de Développement	120 000,00	76,34%
Fonds propres	7 200,00	4,58%
Total	157 200,00	100,00%

Commission permanente du 25 septembre 2025 – CP2025-242

**DOSSIER N° EX094494 - SOUTIEN AUX PME AGROALIMENTAIRES POUR LE
DEVELOPPEMENT DE CIRCUITS COURTS ET DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE DANS LA
REGION DE DAKAR - SENEGAL****Dispositif** : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement (n° 00001017)**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016**Imputation budgétaire** : 930-045-65748-104033-030

Action : 10403302- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	135 780,00 € TTC	44,36 %	60 235,00 €
	Montant total de la subvention		60 235,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TECH DEV TECHNOLOGIE POUR LE DEVELOPPEMENT

Adresse administrative : 47 AVENUE PASTEUR
93100 MONTREUIL

Statut Juridique : ASSOCIATION

Représentant : Monsieur HUBERT ROLLINDE DE BEAUMONT, Président

PRESENTATION DU PROJET**Dates prévisionnelles** : 1 octobre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le secteur agricole sénégalais souffre d'un manque de structuration et d'équipements de stockage et de transformation qui entraîne le pourrissement d'une importante partie de sa production agricole. Le gouvernement sénégalais a fait de l'enjeu de souveraineté alimentaire une de ses priorités.

Le projet présenté par l'association Technologies pour le Développement, active depuis 1994 dans l'appui aux petites entreprises et au secteur coopératif, vise à répondre à cet enjeu par l'accompagnement d'une soixantaine d'unités de transformation agroalimentaire, TPE ou PME, regroupant environ 700 salariés dont 75% sont des femmes. Il est construit en partenariat avec l'association sénégalaise GINDI, spécialisée dans l'accompagnement des entreprises de l'agroalimentaire et qui porte le Hub-IIT (Intégrer l'Information Technologique), une structure d'appui de proximité mis en place avec le soutien de l'Agence Française de Développement, et qui apporte conseil et accompagnement aux entreprises agroalimentaires locales. Le projet sera déployé dans le département de Rufisque, partenaire de coopération décentralisé de la Région, car il s'agit du premier département sénégalais doté d'un plan alimentaire territorial.

L'accompagnement proposé aux entreprises comprend un appui-conseil sur l'équipements des

PME s'appuyant sur un diagnostic des outils de production, un appui pour l'accès aux marchés via des formations sur les exigences produit de la grande distribution, des marchés publics, promotion sur les réseaux sociaux et plateformes de vente en ligne, et enfin la promotion de l'économie circulaire avec l'organisation d'ateliers d'échange entre producteurs, un appui à la valorisation des déchets et des conseils en maintenance d'équipements pour optimiser les ressources.

Le projet a l'ambition de faire le lien avec la démarche régional "Île-de-France terre de saveurs".

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale vient soutenir les activités en fonctionnement du projet.

Localisation géographique :

🇸🇪 SENEGAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Fournitures et consommables	3 250,00	2,39%	Agence Française de Développement	65 545,00	48,27%
Frais de personnel	85 480,00	62,95%	Région Île-de-France	60 235,00	44,36%
Frais de déplacement	8 350,00	6,15%	Fonds propres	10 000,00	7,36%
Achat de prestation de développement technique	4 000,00	2,95%	Total	135 780,00	100,00%
Achat de prestation étude et recherche	6 750,00	4,97%			
Frais de communication, événementiel	12 650,00	9,32%			
Appui, contrôle, suivi, rapport	15 300,00	11,27%			
Total	135 780,00	100,00%			

Commission permanente du 25 septembre 2025 - CP 2025-242

DOSSIER N° EX094498 - FORMER DES JEUNES MALGACHES VULNERABLES AUX METIERS DU NUMERIQUE - ANTANANARIVO - MADAGASCAR

Dispositif : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement (n° 00001017)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-045-65742-104033-030

Action : 10403302- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	322 841,00 € TTC	9,29 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PASSERELLES NUMERIQUES PN

Adresse administrative : 40 RUE ALEXANDRE DUMAS
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame PHUONG DO, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 30 avril 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

A Madagascar, où plus de 80% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, le secteur du numérique fait face à des besoins croissants de main-d'œuvre qualifiée, malgré une demande croissante.

Le projet "Portail Numérique" vise à former et accompagner 174 bacheliers malgaches défavorisés, dont au moins 50% de jeunes femmes, pour les préparer aux métiers du digital. Mis en œuvre par le partenaire local Passerelles Numériques Madagasikara (PNM), le projet comprend des formations pratiques, des ateliers sur l'égalité de genre et l'entrepreneuriat, ainsi qu'un suivi individualisé jusqu'à l'insertion professionnelle, mais aussi le renforcement de soft skills (autonomie, expression orale) et l'apprentissage de langues étrangères. Les étudiants bénéficient d'un suivi socio-éducatif tout au long de la formation jusqu'à l'obtention d'un premier emploi.

Le projet s'appuie sur une équipe employant 12 personnes en CDI pour assurer son fonctionnement et garantir la réussite et l'employabilité des jeunes auprès des entreprises locales. PNM prend en charge l'ensemble des frais : scolarité, matériel pédagogique, hébergement, alimentation, transports et soins médicaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale portera sur les dépenses de fonctionnement - formation (professeurs et activités pédagogiques), éducation (accompagnement des jeunes vers leur vie d'adulte), soutien social (logement, santé, nourriture) - telles que précisées dans le plan de financement ci-dessous.

Localisation géographique :

 MADAGASCAR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Fournitures et consommables	12 896,00	3,99%	Etat - AFD	127 500,00	39,49%
Formation (professeurs et activités pédagogiques)	16 540,00	5,12%	Région IDF	30 000,00	9,29%
Education (accompagnement des jeunes vers leur vie d'adulte)	3 350,00	1,04%	Fonds propres	60 577,00	18,76%
Sélection des bénéficiaires	2 390,00	0,74%	Fondation AXIAN	30 798,00	9,54%
Frais universitaires et bourses	122 788,00	38,03%	LIFE ONG	13 701,00	4,24%
Soutien social (logement, santé, nourriture)	50 302,00	15,58%	Fondation RAJA	15 000,00	4,65%
Communication et évènement	5 800,00	1,80%	Green Leaves Foundation	24 265,00	7,52%
Frais de déplacement	3 830,00	1,19%	Institut Robin des Bois	10 000,00	3,10%
Ressources humaines	103 745,00	32,14%	Donation individuelle	11 000,00	3,41%
Appui, suivi et contrôle	1 200,00	0,37%	Total	322 841,00	100,00%
Total	322 841,00	100,00%			